



Déclaration FSU CSA-SD du 25 mars 2026

Monsieur l'Inspecteur d'académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Alors que le contexte mondial est aujourd'hui plus que jamais tendu et instable, au point que certains en viennent à préparer la population à accepter de « perdre ses enfants », il est plus que jamais nécessaire de militer pour la paix. La FSU réaffirme ses valeurs humanistes et pacifistes, son attachement à la diplomatie, au multilatéralisme international et à la solidarité entre les peuples.

À l'opposé des choix politiques actuellement menés par notre gouvernement, nous, agentes et agents de l'Éducation nationale, sommes profondément investi-es dans la mission d'aider les enfants à se construire, à devenir des adultes responsables et émancipé-es, des citoyennes et des citoyens capables de comprendre le monde et ses enjeux. C'est là l'un des principes fondamentaux de notre profession.

La rentrée 2025 a été catastrophique dans le premier degré, avec des milliers de fermetures de classes sur le territoire national et un manque de moyens pour assurer la continuité du service public d'éducation au quotidien. Il est plus que jamais indispensable de répondre de façon ambitieuse aux besoins de l'École publique. Pour cela, il faut donner aux personnels les moyens d'agir, en créant des postes de remplaçant-es et d'AESH, en développant la formation initiale et continue, et en améliorant les conditions de travail dans toutes les écoles publiques : urbaines, péri-urbaines comme rurales. La baisse démographique devrait être un formidable moyen et une réelle opportunité d'améliorer le service public d'éducation.

Mais le budget voulu par les gouvernements successifs de la Macronie n'a pas choisi la voie de l'amélioration des services publics, mais plutôt celle de la dégradation continue des conditions de travail des agent-es et des conditions d'apprentissage des élèves.

La situation des AESH est toujours aussi précaire, alors que la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B pourrait définitivement régler cette précarité. Les AESH, essentiellement des femmes attendent un statut plein et entier.

A travers cette question de statut, de moyens et de budget se joue l'avenir d'une école publique réellement inclusive, et qui apprend à vivre ensemble.

La FSU regrette aussi l'absence de révision de la carte de l'éducation prioritaire qui aurait permis de traiter de manière structurelle la question des inégalités sociales et scolaires, dont la persistance et l'aggravation pèsent sur le quotidien des collègues. Le plan « Ecoles des territoires » nous paraît aberrant au regard des exigences légitimes d'équité entre les écoles à l'IPS très bas. Car certaines de ces écoles ne relèvent pas d'un collège défavorisé pointé par le Ministère, et connaissent pourtant des conditions de travail que l'on peut qualifier « d'aberrantes » ! Le ministre Edouard Geffray a d'ailleurs reconnu qu'un quart de l'actuelle carte de l'Education prioritaire était aujourd'hui périmé. Les mesures proposées pour les 66 écoles présentant « d'importantes fragilités sociales » sont pour la FSU très insuffisantes au regard des besoins réels de ces écoles.

Il est temps que nos dirigeants changent de logiciel et renoncent aux logiques d'économies à court terme. Il est temps de penser enfin à la société de demain et d'investir réellement dans l'éducation, dans l'intérêt de toutes et tous.

Hélas, les choix budgétaires actuels ont des conséquences directes sur le service public d'éducation et sur notre système éducatif, pour les enseignantes et enseignants comme pour les élèves. À la rentrée 2026, plus de 3200 postes seront supprimés, dont 1891 dans le premier degré.

Notre département est durement touché, avec une dotation de 28 postes en moins, alors même que les besoins de remplacement explosent. Vous avez d'ailleurs dû suspendre toutes les formations statutaires dont celles en REP et REP+ afin de faire face à ce manque devenu chronique et catastrophique.

Face à cette dotation indécente pour l'école publique dans notre département, les projets de fermeture de classes vont bon train dans les circonscriptions. Certains maires, en concertation avec les IEN, ont déjà devancé les instances et ont acté des fusions avant même la tenue du CDEN !

C'est pour cela que la FSU s'opposera comme toujours à toutes les propositions de fermetures de classes, et aux fusions d'écoles non demandées par les équipes enseignantes elles-mêmes.

Dans le même temps, de nombreuses écoles ont besoin d'ouvertures de classes. Nous reviendrons donc sur toutes les demandes d'ouvertures que nous vous avons faites lors du groupe de travail. La baisse démographique doit permettre d'améliorer les conditions de travail de tous les personnels, en baissant partout les effectifs par classe, en augmentant le nombre de remplaçant·es, en formant des RASED complets, et en ne sacrifiant pas les conseillers pédagogiques indispensables à la formation continue de qualité de tous·tes les enseignant·es dans toutes les matières pour une ouverture à la culture de tous les élèves quelque soit leur milieu. Il en est de même pour les postes langues vivantes qui doivent pallier le manque de support de postes. Et tout cela sans même aucune création de postes de remplaçants et remplaçantes.

Pour la FSU, l'enjeu n'est pas seulement démographique, il est aussi et surtout démocratique ! Il faut absolument ne pas laisser des secteurs entiers à la seule offre du privé. L'école publique est plus que jamais en danger face à une école privée favorisée par les décideurs politiques. Le collectif « Pour l'école publique laïque », dont fait partie la FSU, porte ainsi le projet d'un plan de sortie du financement public de l'enseignement privé sous contrat. L'école publique laïque doit redevenir la priorité des politiques publiques à toutes les échelles.

La FSU s'oppose aussi à la mise en place des PAS, dont le contour flou correspond à un dédale funeste pour l'inclusion. Ces PAS mettront les collègues, les AESH dans des positions où la malveillance institutionnelle sera leur quotidien. Pour la FSU, les PAS ne résoudront pas la souffrance actuelle liée à une inclusion sans moyens. De plus, la FSU s'interroge sur l'utilisation gratuite et sans contrôle de ces PAS par le secteur privé, encore un cadeau inacceptable alors que ce dernier n'a jamais assumé sa mission d'école inclusive !

Aujourd'hui, l'Ecole publique laïque ne tient plus que par un fil, celui de la conscience professionnelle des personnels. Et compter uniquement sur cet engagement serait d'un cynisme irresponsable !

La FSU continuera d'exiger les moyens indispensables au bon fonctionnement du service public d'éducation et des politiques qui confortent les ambitions émancipatrices de l'Ecole Publique Laïque.